

Comment construire un projet ambitieux de société que nous pourrions porter comme un programme pour l'élection présidentielle ?

Nous avons l'habitude d'empiler des mesures de changements sociétales pour que chacun y trouve son compte, mais l'ensemble manque souvent de cohérence même si prisent individuellement elles nous permettent de nous y retrouver et d'expliquer notre vision.

Aussi je proposerai un changement en ne proposant qu'une seule mesure, qui nous permettra en la déroulant, tel un fil d'Ariane, de présenter notre projet de société.

Un **revenu universel**, à l'instar de certains pays qui l'on déjà ou vont l'adopter.

Ce **revenu universel** (900-1000 €) aura immédiatement plusieurs conséquences :

1°) Une relance sans précédent de l'économie, même si ne nous sommes pas favorable à cette économie de marché, il faut dans un premier temps en tenir compte.

2°) Sans doute l'effet le plus important, un **renversement du rapport de force employeur/employé** :

D'une façon évidente, ce rapport de force basculera brutalement du côté des employés, et ce, sans avoir besoin de modifier les codes ou lois dans un premier temps.

L'argumentaire qu'utilisera le patronat, à savoir que dans ces conditions plus personne ne travaillera est du même niveau que celui utilisé en 36 pour les congés payés : les salariés ne reviendront pas travailler.

Il est évident qu'être forcé de travailler pour le SMIC actuel dans ces conditions sera moins alléchant, et posera la question d'un salaire honnête et du partage des gains de production.

Pour autant, l'homme est sociable par nature, et peu se contenteront de rester chez eux.

N'oublions pas que le travail salarié n'est qu'une partie du travail. En effet, le travail associatif, le travail militant syndical et politique, le travail artistique et bien d'autres contribuent bien plus à l'essor de notre société et à l'épanouissement de l'homme que le travail salarié.

Dans ces conditions le **revenu universel**, au delà de permettre à tous de survivre dans de meilleures conditions, porte en lui le changement de société auquel il me semble nous aspirons.

Quant au financement, le coût d'une telle mesure est du même niveau que le CICE et CIR réunis. Ce n'est pas « trouver » de l'argent le problème, mais comment on peut le dépenser plus utilement.

Pour les conditions d'attribution il sera nécessaire d'en discuter (âge, nationalité, résidence, revenu...), mais cela ne doit en aucun cas être un frein.

Mener une campagne avec ce projet simple et efficace, et surtout porteur d'une espérance de changement comme l'on n'en a pas connu depuis longtemps, sera rassembleur et nous permettra d'envisager une autre société.